

INTER SECTIONS

N°9

Le journal du PCF d'aiguebelle

VOUS ETES MILLIONNAIRE, DIRIGEANT D'ENTREPRISE DU CAC40, MAGNAT DU PETROLE, DE L'ARMEMENT OU AUTRE ? ceci ne vous concerne pas ! Par contre si vous ou vos proches sont SALARIES, RETRAITES, ETUDIANT OU CHOMEUR, voici ce que va permettre la Loi Travail « Macron »

SALARIES:- Dans la plupart des domaines, les entreprises pourront appliquer des accords inférieurs à la loi et aux conventions collectives (Indemnité de ruptures, ancienneté, treizième mois, primes diverses, absences autorisées, majorations heures supplémentaires etc...)

-Suppression du CHSCT, des délégués du personnel, moins d'élus et moins d'heures pour vous défendre.

-Facilitation des licenciements, notamment économiques et fin du contrat de travail (il pourra être remis en question sans l'accord du salarié).

Parallèlement, les entreprises vont récolter 20 milliards de CICE par an sans créer d'emploi et 11 milliards de baisses d'impôts

RETRAITES: Hausse de la CSG à 8.3% soit 250€ par an de plus pour une retraite de 1200€. Gel des pensions, suppression de la demi part veuf et veuve. Macron s'est découvert de nouveaux ennemis ...

FONCTIONNAIRES : Gel du point d'indice, jour de carence en cas d'arrêt maladie (alors qu'il est généralement pris en charge dans le privé), hausse de la CSG (compensée cette année seulement), des milliers de suppressions d'emploi, et de 120000 emplois aidés. Quand on voit, entre autres, la souffrance des personnels hospitaliers, , on peut s'interroger.

ETUDIANTS : Manque de places en FAC, baisse de l'APL, travail au rabais pour financer les études, conditions d'embauches dégradées ...

CHOMEURS : Baisse des droits de ceux qui en ont, contrôles accrus. A quand le contrat à 0 heure comme en Angleterre ou les jobs à 1 euro de l'heure comme en Allemagne ?

Pourquoi Robin des Riches et sa bande font il cela, par méchanceté gratuite ? Non parce qu'il représente les riches, et ça coute très cher : 5 milliards de suppression de l'impôt sur la fortune, 80 milliards d'évasion fiscale, plusieurs dizaine de milliards de cadeaux fiscaux aux actionnaires...

Les milliards dans les paradis fiscaux valent ils le désastre social et environnemental qu'ils engendrent ?

Ensemble, par le vote, la grève, les manifestations, l'engagement politique ou syndical, nous avons les moyens de résister et de proposer un avenir meilleur à nos enfants.

POUR L'EMPLOI

Dans le budget 2018, nous proposons d'investir dans les services publics, l'éducation, la santé, le logement, les transports, mais aussi dans les services de proximité comme les CARSAT, la CPAM, la CAF, la trésorerie municipale, la poste.

Nous demandons la pérennisation des contrats aidés, en donnant les moyens aux communes, aux écoles, aux associations, de financer durablement ces contrats pour les sortir de la précarité.

Nous faisons de l'industrie une priorité en soutenant les grands projets d'infrastructure et en prenant part au capital d'entreprises stratégiques (banques, énergie, eau, transports...)

POUR LA JUSTICE FISCALE

Au lieu de suivre les cures d'austérité imposées par l'Union européenne, nous ferons d'autres choix, en préférant taxer les entreprises qui distribuent des dividendes et spéculent en bourse, plutôt que celles qui investissent et créent de l'emploi.










Nous nous attaquerons au fléau de l'évasion fiscale et condamnerons sévèrement les tricheurs. Nous mettrons en place une taxe sur les multinationales du numérique (GAFA), et une banque publique pour soutenir les collectivités, la ruralité, et la transition écologique.

POUR LE POUVOIR D'ACHAT

Pour rendre du pouvoir d'achat aux françaises et aux français, nous proposons de baisser la TVA et de rétablir une juste rémunération du travail, avec une échelle d'écart des salaires de 1 à 20, en commençant par augmenter le SMIC et les petits salaires de la fonction publique.

Nous augmenterons les pensions de façon à ce qu'elles atteignent le seuil minimum de 1000 € d'ici 2022. Nous proposerons de rétablir enfin la ½ part fiscale pour les veuves et les veufs

POUR RÉPONDRE AUX BESOINS DE NOS CONCITOYENS :

-  **28** milliards d'euros pour le **pouvoir d'achat** : annulation de la hausse de la CSG, **baisse de la TVA**, **rétablissement de la demi-part des veuves et veufs**.
-  **10** milliards d'euros : 8 Mds pour un plan de soutien aux **TPE, PME, l'Artisanat, l'Industrie** en contrepartie d'engagements pour l'emploi et l'investissement ; 2 Mds pour les **grands projets** (10 Mds sur 5 ans)
-  **6,5** milliards d'euros pour les **hôpitaux** et la **Sécurité sociale** afin de protéger la santé de nos concitoyens. **Objectif** : aller vers la couverture des soins à 100% par la Sécurité sociale.
-  **5** milliards d'euros en faveur d'un grand plan pour **l'école** et **l'éducation** afin de préparer l'avenir.
-  **3** milliards d'euros pour nos **collectivités** et les **services publics** (10 Mds sur 5 ans).
-  **2,5** milliards d'euros pour accompagner **les agricultrices** et **les agriculteurs**, protéger **l'environnement** et améliorer les **transports publics** (10 milliards sur 5 ans).
-  **2,5** milliards d'euros pour un pacte pour le **logement** (APL, rénovation, construction).
-  **2** milliards d'euros pour financer la hausse du point d'indice des **fonctionnaires**.
-  **1,5** milliard d'euros pour le développement du **très haut débit**.

Les « contrats aidés » sont des emplois partiellement financés par l'état, au nom du fait qu'il vaut mieux financer des emplois que des chômeurs. Trop souvent il est vrai, ils sont détournés de leur but pour se substituer à un emploi réel.

« Coûteux », « pas efficaces », « sans résultats », ils sont condamnés à décroître de 459 000 en 2016 à 310 000 à la fin de l'année, pour être divisés par deux fin 2018.

Pourtant les CUI-CAE, avec un coût d'environ 3 milliards d'euros chaque année avec un taux de transformation moyen en emploi durable d'environ 30 % restent moins coûteux et plus efficaces que le CICE, revenant à 29 milliards d'€ pour 70 000 emplois créés ou sauvés. Se joue la vie de 140 000 femmes et hommes licenciés du jour au lendemain et l'avenir de nombreuses associations. Un plan social qui ne dit pas son nom, silencieux, sans indemnité ni dispositif de retour à l'emploi.

Cela ne nous paraît pas normal : nous suggérons à chaque association et à chaque commune concernée à protester auprès du Sous-Préfet.

L'état doit montrer l'exemple en ce domaine en transformant certains « contrats aidés » utilisés notamment pour l'éducation ou la santé en postes de fonctionnaires.

Le rôle essentiel des associations doit être reconnu par la Loi. Elles doivent être aidées pour pérenniser leurs emplois

UN PEU DE FRATERNITE....

Plusieurs personnes immigrées, dont des familles, vivent à Aiguebelle.

La plupart sont en attente d'une décision de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA), ou d'un appel contre cette décision. Ceux-ci ont un toit, fourni par l'état pour quelques mois.

Quelques uns ont été déboutés et sont en attente de l'«ordre de quitter le territoire français », auquel certains n'obéiront pas. Ceux-là n'ont rien.

La distinction établie pour les différencier, entre « immigrants économiques » et « immigrants politiques », comme la théorie de « l'appel d'air » portent en elles l'inhumanité : il est insoutenable que des familles soient sans toit, alors que des dizaines de logements HLM sont vides.

Un autre bobard serait qu'ils prendraient le travail des Français : ceux qui créent et détruisent l'emploi, dans cette société à changer, ce sont les actionnaires, pas les immigrés. Leur seul but est d'augmenter leurs profits, et ils peuvent, si cela les arrange, détruire des emplois en France pour les créer dans le pays d'où viennent ces immigrés pour les payer beaucoup moins cher que s'ils étaient en France.

La section d'Aiguebelle du PCF a demandé aux Maires d'intervenir pour que les logements

PINOCHIO

Lors de la dernière session de la communauté de communes, l'unanimité moins les voix de St Georges et de Montsapey a décidé d'abandonner la liberté des communes de fixer le taux de taxe professionnelle au profit d'une taxe unique moyenne pour les 12 communes. Ceux qui ont voté cela contribuent ainsi à creuser la tombe de la collectivité qu'ils ont été élus pour défendre. Parmi ceux-là, le Maire de St Alban s'est lancé dans une profession de foi en faveur de cette disparition au nom du fait qu'il avait la dernière fois « constitué une liste « à grand peine » . C'EST FAUX : il a fait en sorte d'éliminer un candidat qui avait honnêtement annoncé son



**Les députés communistes vous défendent au quotidien
Pour tout problème à leur soumettre, contactez-nous !**

PINOCCHIO Bis

La Région qui « serre la vis » de ses finances, se paie pourtant une pleine page du Dauphiné Libéré (outre celles que ce journal lui offre gratuitement), pour vanter ses mérite en annonçant « 0 augmentation d'impôts »...

Mais la Région ne fixe plus de taux d'imposition direct pour les